



**PRÉFET  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Affaire suivie par : Jérôme DEGUINE

Laval, le 27 mai 2021

Unité inter-Départementale Anjou-Maine  
Pôle Risques Chroniques  
Tél. 02.72.16.42.20  
N/Réf : 2021-019\_IMAYE GRAPHIC - LAVAL\_SUIV\_RAP  
V/Réf : /

La directrice régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
à  
Monsieur le préfet de La Mayenne  
Direction de la Citoyenneté  
Bureau des procédures environnementales  
et foncières  
46, rue Mazagran  
53 000 LAVAL

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

<b>Société</b> : IMAYE GRAPHIC ci-après dénommé l'exploitant <b>Commune</b> : Laval <b>N° S3IC</b> : 0063.03457	
<u>Date du dépôt du dossier de demande par l'exploitant</u> : 18/12/2020, complété le 09/04/2021  <u>Régime de l'établissement</u> : <input type="checkbox"/> Seveso seuil haut <input type="checkbox"/> Autorisation, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso seuil bas	<u>Priorités d'actions</u> : <input type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (PMI1) <input type="checkbox"/> Établissement à enjeux (PMI3) <input type="checkbox"/> Établissement autre (PMI7)

Par bordereau du 22 décembre 2020, M. le préfet de la Mayenne a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de demande de modifications déposé par la société IMAYE GRAPHIC. Suite à un premier examen, une demande de complément a été formalisée par courrier du 19 janvier 2021. L'exploitant a apporté des éléments de réponse en déposant le 09 avril 2021 un dossier de porter à connaissance actualisé.

Le présent rapport analyse la complétude du dossier et le caractère substantiel des modifications envisagées, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, et propose les suites à donner.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis par un courrier du 11 février 2020 une demande de bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1978, rubrique créée par le décret 2019-1096 du 28/10/2019.

**1 – PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DE SA SITUATION ADMINISTRATIVE**

Au titre de la réglementation sur les installations classées, cette société dispose d'un arrêté préfectoral du 31 mai 2018 autorisant la société IMAYE GRAPHIC à procéder à l'extension et la régularisation de l'exploitation de ses installations situées ZI des Touches, 96 boulevard Henri Becquerel à Laval, intégrant le remplacement d'une ligne d'impression Offset à séchage thermique, et réévaluant de façon substantielle la capacité de consommation de solvant.

Les installations sont implantées sur la parcelle n°444 de la section AP du plan cadastral de la commune de Laval. La superficie totale du site est de 29 300 m<sup>2</sup> ; la superficie bâtie est de 12 634 m<sup>2</sup> et les autres surfaces imperméabilisées représentent une surface d'environ 8 400 m<sup>2</sup> (voies de circulation et parking en enrobé).

La société IMAYE GRAPHIC a pour activité principale la production de magazines et de documents papier. Sa consommation annuelle maximale est de 90 000 t de papier et de 1 300 t d'encre. Pour cela, elle dispose des principaux équipements suivants :

- 1 groupe d'impression (rotatives offset à séchage thermique) de type KBA avec 1 incinérateur indépendant associé (capacité de 16 pages, 1,8 t/h de papier, 25 kg/h d'encre) ;
- 2 groupes d'impression (rotatives offset à séchage thermique) de type MANROLAND avec sécheur épurateur intégré (capacité 64 pages, 5,6 t/h de papier, 80 kg/h d'encre) ;
- une aspiration des chutes, rognures et poussières de papier, associée à des compacteurs et un dépoussiéreur (filtres à manches) ;
- des installations de réfrigération et de compression (groupes froid, climatisations et compresseurs) ;
- des installations de combustion (2 chaudières de 337 kW chacune fonctionnant au gaz naturel) ;
- des dépôts de papier/carton pour un volume maximal de 8 800 m<sup>3</sup> réparti en 13 îlots d'au maximum 7 m de haut.

L'activité se déroule du dimanche 23 h au samedi 19 h.

## **2 – CARACTÉRISATION DE LA MODIFICATION AU VU DU DOSSIER**

Ne sont repris ici, puis développés dans la suite de ce rapport, que les enjeux principaux sur lesquels l'inspection des installations classées souhaite attirer l'attention.

### **2.1 – Descriptif de la modification**

Le projet porte sur :

- l'ajout de deux lignes de finition. Ces deux lignes sont actuellement présentes sur le site BRIO GRAPHIC à Changé. Elles seront implantées dans le bâtiment existant (zone actuellement dédiée à du stockage). Ces équipements correspondent à des installations de finition, et permettront de procéder à la reliure des éléments imprimés sur le site. Cet aménagement permettra d'optimiser les flux et de diminuer significativement le nombre de navettes entre les sites IMAYE GRAPHIC de Laval et BRIO GRAPHIC de Changé. En complément de ces deux lignes, seront réalisées les modifications suivantes :
  - l'ajout d'un massicot droit pour la découpe des couvertures ;
  - l'ajout d'une cerceuse / banderoleuse ;
  - l'ajout d'un chargeur de plaque ;
  - l'ajout d'un graveur de plaque Offset ;
  - l'ajout d'un dépoussiéreur dédié au traitement de l'air aspiré au niveau des deux nouvelles lignes de finition ;
  - la diminution du stock de bobines ;
  - le démantèlement de la coupeuse de bobines ;
  - le transfert du magasin de stockage de consommable pour aménager une zone réceptionnant le massicot.
- la construction d'un nouveau bâtiment de 300 m<sup>2</sup> dédié au stockage de produits finis. Ce bâtiment permettra d'entreposer les documents imprimés le week-end.

Par ailleurs, l'exploitant profite de son dossier de porter à connaissance pour solliciter un aménagement de ses prescriptions relatives à ses ressources en eau. L'exploitant souhaite supprimer la réserve d'eau d'extinction incendie de 378 m<sup>3</sup> afin de disposer davantage d'espace pour la circulation des camions. L'exploitant propose une réduction de ses ressources suite à la mise à jour de son calcul de ses besoins en eaux d'extinction incendie (Calcul D9 – juin 2020).

### **2.2 – Installations Classées et régime**

La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prévu à l'article L. 214-2 du Code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous. Le tableau ci-après reprend l'intégralité des rubriques de l'établissement.

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques actuels*	Éléments caractéristiques envisagés	Portée des modifications
3670	Traitement de surfaces de matières, d'objets, ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression ..., avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg/h ou à 200 t/an.	Consommation horaire de solvants : 110 kg/h Consommation maximale annuelle de solvants : 500 t/an <u>Autorisation</u>	Idem <u>Autorisation</u>	Néant
2450-1	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support ... utilisant une forme imprimante 1. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique	Impression offset utilisant 3 rotatives à séchage thermique 700 t/j et 210 000 t/an de papier imprimé. <u>Autorisation</u>	Idem <u>Autorisation</u>	Néant
2445-1	Transformation du papier, carton La capacité de production étant : 1. supérieure à 20 t/j	115 t/j et 34 500 t/an de papier découpé <u>Autorisation</u>	Exploitation de la tronçonneuse existante (50 t/j) et de deux nouvelles lignes de finition (75 t/j) <u>Autorisation</u>	<b>Augmentation du niveau d'activité de transformation de papier : +10 t/j. Extension ne dépasse pas en elle-même le seuil de l'autorisation.</b>
1530	Dépôt de bois, papier, carton. Le volume maximal stocké étant supérieur à 1 000 m³ et inférieur ou égal à 20 000 m³.	Le volume maximal stocké étant de 8 800 m³ en bobines + 350 m³ de produits finis <u>Déclaration</u>	Le volume maximal stocké étant de 8 000 m³ <u>Déclaration</u>	<b>Retrait de 1 150 m³ de volume de stockage. Maintien du régime de Déclaration.</b>
2564-A-2	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques A – Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques 2. Le volume équivalent des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l.	Volume total des cuves : 520 litres de solvants organiques <u>Déclaration</u>	Idem <u>Déclaration</u>	Néant
1185-2	Gaz à effets de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (CE) n° 517/2014 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 2- Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Equipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieur ou égale à 300 kg	La quantité totale de gaz à effet de serre fluoré présente est de 495 kg. <u>Déclaration</u>	Idem <u>Déclaration</u>	Néant

\* définis par l'arrêté préfectoral du 31/05/2018.

L'exploitant a transmis par un courrier du 11 février 2020 une demande de bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1978, rubrique créée par le décret 2019-1096 du 28/10/2019.

Rubrique	Installations et activités concernées	Données renseignées au sein de l'AP du 31/05/2018	Régime de classement
1978-1	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 1. Impression sur rotative offset à sécheur thermique, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an.....D	Consommation maximale de solvant : 500 t/an	Déclaration

Compte tenu des éléments renseignés au sein de l'arrêté préfectoral du 31/05/2018, la demande d'antériorité de la société IMAYE GRAPHIC n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.

### 2.3 – Enjeux du projet

Les principaux enjeux des modifications envisagées par l'exploitant sont les risques associés à l'exploitation, d'une part, des nouvelles lignes de finition (rejet de poussières, risque incendie) et, d'autre part, du nouveau bâtiment de stockage de produits finis (risque incendie).

Dans son dossier, l'exploitant analyse le caractère non substantiel de son projet. Une notice d'impact présente les incidences de son projet sur le milieu aquatique, l'air, le bruit, les transports et les déchets. Une notice relative aux risques accidentels est également jointe.

## 3 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES SUR LE CARACTÈRE SUBSTANTIEL OU NON DES MODIFICATIONS

### 3.1 - Rappel des références législatives et réglementaires

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement qui stipule notamment :

*« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.*

*En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »*

Il convient de considérer une modification substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à l'une des trois situations fixées par l'article **R.181-46.I** du code de l'environnement rappelées ci-dessous :

*« Est regardée comme substantielle [...] la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

*1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2'*

*2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement<sup>2</sup> (critère sans objet depuis l'abrogation de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009)*

*3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

*La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »*

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 :

*« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

<sup>1</sup> Article R. 122-2-II du code de l'environnement :

*II. Les modifications ou extensions de projets « déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils » font l'objet d'une évaluation environnementale « ou d'un examen au cas par cas ».*

*Les autres modifications ou extensions de projets soumis à évaluation environnementale systématique ou « relevant d'un examen au cas par cas », qui peuvent avoir des incidences négatives notables sur l'environnement sont soumises à examen au cas par cas.*

<sup>2</sup> L'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement a été abrogé en décembre 2019

*S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »*

### **3.2 – Positionnement des modifications au regard des critères réglementaires**

- **Par rapport au 1<sup>er</sup> critère de l'article R.181-46.I (renvoyant à l'article R.122-2 sur l'évaluation environnementale)**

Tout projet de modification est susceptible d'être visé par le tableau annexé à l'article R. 122-2, qui définit les projets devant faire l'objet d'une évaluation environnementale systématique ou au cas par cas.

Dans le cas du projet déposé par la société IMAYE GRAPHIC, le projet envisagé n'entraîne pas de changement de régime des installations actuellement autorisées et/ou déclarées pour l'exploitation de son site de Laval. Le projet envisagé entraîne une augmentation de la capacité de transformation de papier. Cette activité est classée sous la rubrique 2445 avec un seuil de l'autorisation fixé à 20 t/j. L'exploitant prévoit à terme une capacité de transformation de papier de 125 t/j, soit une augmentation de 10 t/j par rapport à la dernière autorisation administrative. Cette augmentation ne dépasse pas en elle-même le seuil de l'autorisation et ne constitue donc pas une extension devant faire l'objet d'un examen au cas par cas en application du II de l'article R. 122-2.

- **Par rapport au 2<sup>ème</sup> critère de l'article R. 181-46.I : critère sans objet en l'absence d'arrêté ministériel définissant des seuils**
- **Par rapport au 3<sup>ème</sup> critère de l'article R. 181-46.I (dangers et inconvénients supplémentaires)**

Dans son dossier, l'exploitant analyse le caractère non substantiel de son projet. Une notice d'impact présente les incidences de son projet sur le milieu aquatique, l'air, le bruit, les transports et les déchets. Une notice relative aux risques accidentels est également jointe. L'exploitant en conclut que le projet n'entraînera pas d'impact ni de risque supplémentaire.

Les dispositions suivantes seront prises pour limiter les impacts et dangers associés aux modifications envisagées :

- aspiration et traitement par filtres à manches des fines de découpe issues des deux nouvelles lignes de finition (absence de rejets atmosphérique car l'air filtré est rejeté en partie haute du filtre à manches) ;
- implantation des installations bruyantes en limite Est du bâtiment, à l'écart des premières habitations. Un nouveau contrôle des niveaux sonores est planifié au cours de l'année 2021 pour attester du maintien de la conformité réglementaire ;
- pas de nouveaux déchets produits, augmentation de la production de déchets non dangereux qui feront l'objet d'une valorisation ;
- pas de consommation en eau ;
- tamponnement des eaux pluviales issues des toitures du nouveau bâtiment de 300 m<sup>3</sup> au sein du bassin de 2 350 m<sup>3</sup> ;
- présence d'extincteurs et de RIA conformes aux règles APSAD au sein du nouveau bâtiment ;
- maintien d'une bande de 5 m sans stockage de matières combustibles autour du nouveau bâtiment de stockage de produits finis ;
- modélisation des flux thermiques attestant de l'absence d'effet à l'extérieur du site et d'effets domino sur les autres installations du site.

L'inspection des installations classées considère que les modifications envisagées ne sont pas de nature à modifier les impacts et dangers initialement évalués lors de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale ayant abouti à la signature de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2018.

Compte tenu de l'évolution de la configuration du site (réduction du stock de bobines de papier, implantation de nouveaux équipements et création d'une extension), une mise à jour des besoins en eaux d'extinction a été réalisée par l'exploitant. Les besoins en eaux d'extinction incendie sont estimés à 780 m<sup>3</sup>/h, soit 1 560 m<sup>3</sup> pour un incendie de 2 heures. Ces besoins sont inférieurs à ceux calculés lors de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale de 2017, à savoir 1 030 m<sup>3</sup>/h. La réévaluation des besoins en eau n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

Suite à la révision de ses besoins en eaux d'extinction incendie, l'exploitant souhaite supprimer la réserve d'eau d'extinction incendie de 378 m<sup>3</sup> afin de disposer davantage d'espace pour la circulation des camions. Cette demande a été soumise à l'avis du SDIS 53 qui a émis un avis favorable par courrier du 13 mai 2021.

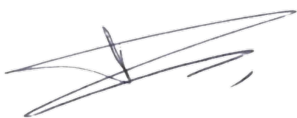


### 3 – CONCLUSION SUR LA COMPLÉTUDE DU DOSSIER ET PROPOSITIONS

Afin d'apprécier le caractère substantiel des modifications projetées et de déterminer les impacts du projet de modification sur les prescriptions fixées par arrêté préfectoral, le dossier doit contenir l'ensemble des informations utiles à son instruction.

Le dossier contient tous les éléments attendus. Après examen, l'inspection des installations classées considère que ces modifications ne sont pas substantielles. A ce stade, il n'est pas nécessaire de modifier les prescriptions applicables aux installations modifiées car celles-ci sont couvertes par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2018.

Compte tenu de ce qui précède, je vous propose :

- d'informer l'exploitant que les modifications de ses conditions d'exploitation, sollicitées le 18 décembre 2020 et complétées le 09 avril 2021 et consistant à l'ajout de deux lignes de finition et à la construction d'un bâtiment de 300 m<sup>2</sup> pour le stockage des produits finis sur le site de Laval, **ne sont pas jugées comme une modification substantielle** nécessitant une nouvelle autorisation environnementale ;
- de rappeler à l'exploitant qu'il est tenu de respecter les engagements et les informations renseignés dans le dossier de Porter à Connaissance mentionné *supra* ;
- de prendre acte du bénéfice des droits acquis, sollicité par courrier du 11 février 2020, au titre de la rubrique 1978-1 de la nomenclature des ICPE pour une capacité de consommation de solvant de 500 t/an (régime de la Déclaration) ;
- d'informer l'exploitant qu'il est autorisé à supprimer sa réserve d'eaux d'extinction incendie de 378 m<sup>3</sup> sous réserve de garantir l'efficacité des moyens de défense contre l'incendie mentionnés dans le dossier de porter à connaissance, à savoir :
  - deux poteaux incendie interne avec un débit cumulé et simultané de 250 m<sup>3</sup>/h sur une période de 2 heures ;
  - un poteau incendie externe avec un débit minimum de 120 m<sup>3</sup>/h sur une période de 2 heures ;
  - une réserve incendie de 882 m<sup>3</sup> utilisable par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Mayenne.
- de rappeler à l'exploitant que le nouveau bâtiment de stockage de 300 m<sup>2</sup> est tenu de respecter les dispositions applicables à la rubrique 1530 sous le régime de la Déclaration, à savoir l'arrêté ministériel du 30/09/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

<b>RÉDACTION</b> L'inspecteur de l'environnement,  Jérôme DEGUINE	<b>VÉRIFICATION</b> L'inspecteur de l'environnement,  Anne RIGAUD
VALIDE et TRANSMIS à Monsieur le Préfet, La chef du pôle Risques Chroniques de l'UiD Anjou-Maine  Anne RIGAUD	

*La réalisation d'un dossier portant à connaissance une modification d'installations classées relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés, et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.*